

Termes de Référence

Recrutement de d'un Consultant national pour l'élaboration d'outils de production d'indicateurs de reporting sur les questions pauvreté-environnement

1. Contexte et justification

Le Gouvernement mauritanien a défini récemment ses priorités et objectifs de développement dans un nouveau cycle de programmation à long terme intitulé « Stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCAPP) », qui constitue le cadre unique de référence en matière de politique économique et sociale du pays à l'horizon 2030.

La SCAPP, qui prend en compte les Objectifs de développement durable (ODD), repose sur trois (3) leviers stratégiques d'intervention qui se complètent mutuellement aux fins d'atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté : (i) promotion d'une croissance économique forte, inclusive et durable ; (ii) développement du capital humain et accès aux services de base ; et (iii) renforcement de la gouvernance dans toutes ses dimensions.

Ce nouveau référentiel est marqué par la volonté des pouvoirs publics de placer les enjeux environnementaux au cœur de la stratégie de développement économique et social du pays. Cette volonté s'est traduite par la prise en compte, de manière explicite, du caractère transversal de la dimension environnementale au niveau des principaux axes stratégiques de la SCAPP. En effet, il s'agira au cours des prochaines années d'accorder une priorité accrue à la valorisation économique du capital naturel, considérée comme un moyen efficace pour stimuler la production et la croissance pro-pauvre, notamment dans les secteurs stratégiques (pêche, développement rural, environnement, industries extractives...).

Dans ce cadre le projet Initiative Pauvreté-Environnement (IPE), mis en œuvre conjointement par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et le Gouvernement mauritanien, vise à appuyer l'intégration effective des objectifs pauvreté-environnement dans le processus de planification des politiques publiques et de budgétisation. A cet effet, l'IPE a déjà accompagné le Gouvernement pour améliorer le cadre d'allocation des crédits budgétaires et mieux cibler les actions visant la réduction de la pauvreté et la protection de l'environnement à travers l'appui à l'élaboration d'outils de programmation sectoriels et d'instruments (note conceptuelle budget-programme, CDMTs, etc.) visant l'intégration de la problématique pauvreté-environnement dans le processus de planification.

Toutefois, la prise en compte effective des liens pauvreté-environnement dans les politiques publiques et la planification du développement reste confrontée à la faiblesse du système statistique national caractérisé, entre autres, par : (i) le manque de détails de certaines données ; (ii) retard dans la transmission des données ; et (iii) l'incohérence et parfois la non-fiabilité de certaines données.

En vue de favoriser cette intégration et d'asseoir une planification sectorielle prenant en compte cette thématique, il s'avère nécessaire de disposer d'outils permettant de produire des informations et des indicateurs fiables et disponibles à temps, permettant de mesurer, en cours d'année et au niveau de chaque Département concerné, l'état d'avancement des actions sectorielles prioritaires, et d'apporter éventuellement les ajustements utiles.

2. Objectifs de la prestation

La présente consultation vise à fournir aux différents départements ministériels concernés des **outils de production d'indicateurs de reporting sur les questions pauvreté-environnement**, en vue de contribuer à l'amélioration du système d'informations sur les questions de pauvreté et de protection de l'environnement et leur prise en compte dans la mise en œuvre des politiques et programmes de développement.

Il s'agira, entre autres, de disposer d'outils/instruments permettant de répertorier les principaux indicateurs et données utiles pour une meilleure intégration des questions P-E dans le processus de planification, d'assurer leur suivi et susceptibles d'être régulièrement renseignés.

Les objectifs spécifiques de la consultation, objet des présents TdRs, sont : (i) évaluer les besoins en données sur les questions pauvreté-environnement au regard des Objectifs de développement durable (ODD) et de la SCAPP ; (ii) identifier et analyser les indicateurs disponibles dans le système statistique national actuel et en dégager le gap ; (iii) proposer des outils/instruments opérationnels de collecte et de reporting des indicateurs identifiés ; (iv) fournir un guide d'utilisation des outils/instruments et animer un atelier de formation pour assurer l'internalisation ; et (v) référencer les sources d'informations susceptibles de renseigner régulièrement les outils/instruments proposés.

3. Résultat attendus

A l'issue de la consultation, les résultats attendus sont les suivants :

- une évaluation exhaustive, claire et précise des besoins en données sur la thématique pauvreté-environnement de la SCAPP et des gaps à combler est disponible ;
- des outils/instruments de collecte et de reporting des indicateurs de pauvreté-environnement susceptibles d'être régulièrement renseignés sont élaborés ;
- les sources de production des indicateurs identifiés sont répertoriées et référencées ;
- un guide d'utilisation des outils/instruments suivant une démarche méthodologique est élaboré ;
- une formation sur les outils /instruments et le guide d'utilisation est assurée.

4. Profils du consultant

Les candidats à la présente consultation devront justifier des qualifications et expériences suivantes :

- un diplôme universitaire de troisième cycle (Bac + 5 au minimum) en environnement, sciences sociales ou un diplôme similaire ;
- une expérience avérée d'au moins cinq (05) ans dans le domaine de l'élaboration des outils/instruments de reporting et de guide méthodologique ;
- une grande expérience en planification opérationnelle et stratégies de développement, y compris l'intégration transversale des questions pauvreté-environnement dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de ces stratégies ;
- une bonne connaissance des questions de pauvreté en lien avec l'environnement ;
- une parfaite maîtrise du français. La connaissance de l'arabe est un atout.

Chaque dossier de candidature doit comporter :

- **le CV du consultant** : il doit intégrer les références universitaires et attestations obtenues, l'expérience acquise dans les domaines similaires, les études de référence déjà réalisées et le niveau en langue. Le CV ne doit contenir que l'expérience en relation avec la prestation.
- **une proposition technique** : il s'agira de rédiger une note technique sur la compréhension des termes de référence, l'approche méthodologique, le planning de travail et l'organisation de la mission ;
- **une proposition financière** : elle doit indiquer le coût total estimatif (montant forfaitaire global) de la prestation, et incluant les honoraires du consultant (indemnités journalières X nombre de jours ouvrables prévus).

5. Durée de la prestation

La durée de la prestation doit s'étaler sur une période maximale de quatre (4) semaines (non compris l'atelier de restitution/formation) à compter de la date de signature du contrat.

Le rapport final intégrant les observations et recommandations des participants à l'atelier est attendu une (1) semaine après la tenue de l'atelier en cinq (5) exemplaires en version papier et en version électronique.